

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/MEX/2

21 mars 1997

(97-1161)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la nouvelle notification complète du MEXIQUE¹

La Délégation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 mars 1997.

Le 18 octobre 1996, le Mexique a notifié à l'OMC ses programmes de subventions conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions.

A cet égard, la Communauté souhaite obtenir des éclaircissements sur un certain nombre de points concernant le programme ci-dessous qui a été notifié.

Par ailleurs, la Communauté a reçu des informations à propos de différents programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC alors qu'ils semblent devoir l'être, conformément à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

I. PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NOTIFIES

L'analyse ci-après fait office d'observations et de demande d'explications de la part de la Communauté.

a) Programme d'importation temporaire en vue de la fabrication d'articles d'exportation

Le programme susvisé est manifestement subordonné aux résultats à l'exportation. Le Mexique indique que la durée de ce programme est "indéfinie". Pourrait-il communiquer le calendrier relatif à l'élimination progressive de ce programme?

II. PROGRAMMES ADDITIONNELS NON NOTIFIES A L'OMC

Le Mexique n'a pas notifié plusieurs programmes qui semblent devoir l'être au titre de l'article 25. La Communauté considère que les programmes ci-après apportent une contribution financière qui confère des avantages à l'industrie locale. En outre, ils sont manifestement spécifiques (ils sont propres à un secteur spécifique ou subordonnés à des exportations). Au-delà des questions spécifiques posées, la Communauté voudrait savoir pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC et elle demande que le Mexique présente, s'il y a lieu, une notification au titre de l'article 25, selon le mode de présentation type.

¹G/SCM/N/3/MEX.

1. Programme de transformation en douane (maquiladora)

En vertu du Décret relatif au développement et au fonctionnement des entreprises exportatrices de marchandises fabriquées sous douane, les entreprises peuvent importer, sans payer de droits de douane ni de taxe sur la valeur ajoutée, des matières premières, des conteneurs, du matériel d'emballage, des combustibles, etc., pour fabriquer leurs marchandises à condition que celles-ci soient exportées.

2. Amortissement accéléré des investissements

Les sociétés qui sont situées hors de Mexico, Guadalajara et Monterrey peuvent opter pour un abattement unique pour l'amortissement de leurs actifs fixes. Ce programme est manifestement spécifique puisqu'il se limite à certaines régions du Mexique.

3. BANKOMEXT (Financement destiné aux exportateurs)

Le programme BANKOMEXT permet un financement préférentiel des exportations mexicaines. Il est spécifique puisqu'il est subordonné aux exportations et qu'il confère un avantage dans la mesure où les prêts sont accordés à des taux préférentiels. BANKOMEXT comprend d'autres formes de financement préférentiel et offre d'autres avantages comme les certificats de crédit d'impôt (CEPROFI) et les réductions ou exonérations des droits d'importation accordés pour certains produits.

Le Mexique pourrait-il communiquer le calendrier relatif à l'élimination progressive de ce programme?

4. Financement de la NAFINSA

La Banque de développement mexicaine, Nacional Financiera (NAFINSA), a mis sur pied plusieurs programmes de financement destinés aux entreprises mexicaines:

- aide financière à moyen terme (financement à hauteur de 85 pour cent pendant des périodes de plus de un an);
- ligne de crédit à court terme;
- lettre de crédit.

5. Programmes de capital risque

La Banque nationale de commerce extérieur et la Nacional Financiera peuvent participer en tant qu'actionnaires à des projets d'investissement ou à des sociétés étrangères investissant au Mexique. Une fois le projet bien lancé, la Banque de développement cède ses parts à un prix inférieur à celui de l'investissement initial.

6. Incitations fiscales accordées par les pouvoirs publics

7. Aide à l'achat de biens fonciers

Les gouvernements des Etats peuvent accorder des réductions sur les ventes de terrains leur appartenant à des investisseurs étrangers.

8. Incitations fiscales dans le cadre du Pacte du 28 octobre 1995 relatif à la reprise économique